

# Une impressionnante vitrine des marchés

• 342 millions de dollars feront l'objet d'appels d'offres

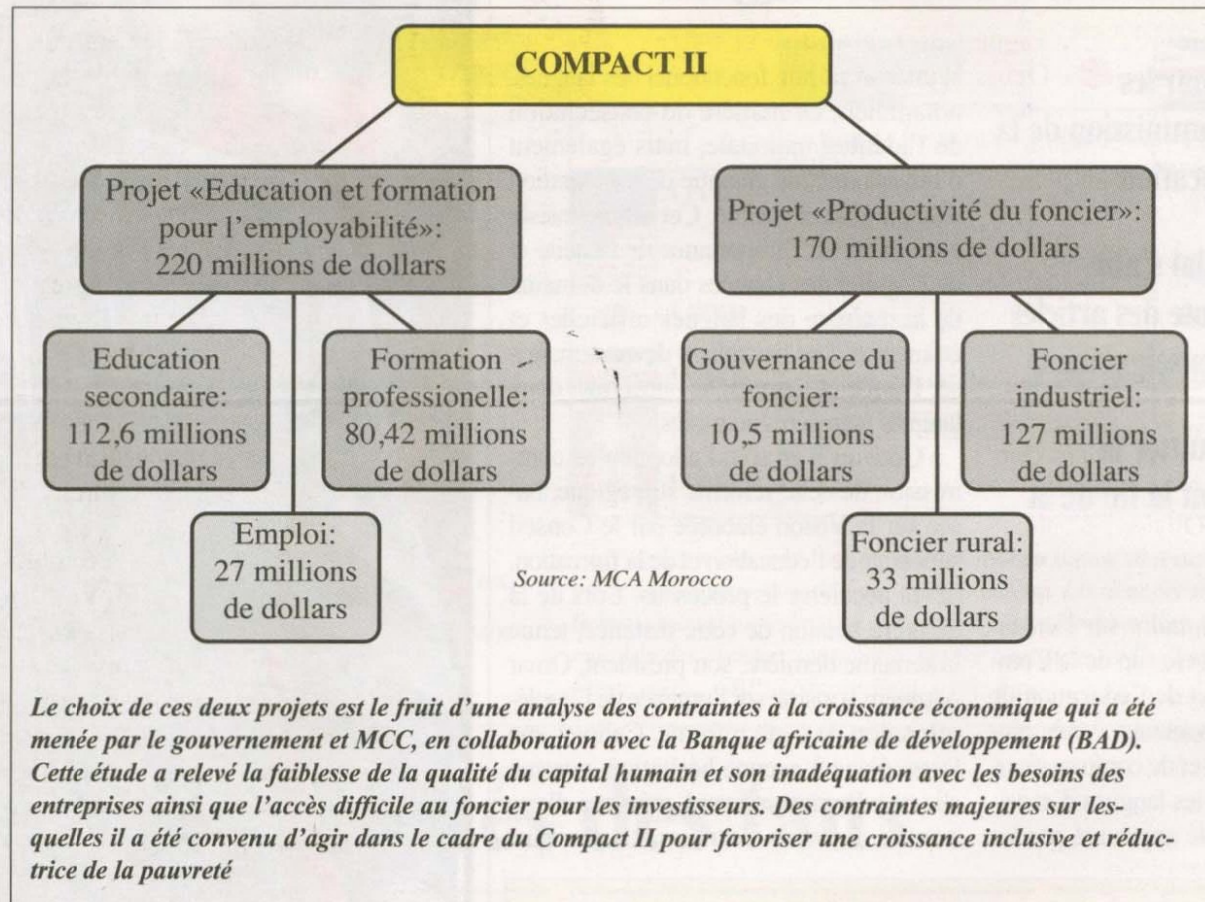
• Formation, foncier industriel, employabilité, conseil, ingénierie...

• Le programme actuel s'étale jusqu'en juin 2022

**F**ORMATION, éducation, foncier, développement et gestion de zones industrielles... De nombreuses opportunités s'offrent aux entreprises dans le cadre de la deuxième phase du programme de coopération conclu avec Millennium Challenge Corporation «Compact II» qui arrivera à terme en juin 2022. Pour les PME qui souffrent de l'assèchement du carnet de commandes, les projets soutenus par le programme américain constituent une aubaine. Pour peu qu'elles arrivent à relever le défi des exigences très contraignantes des cahiers des charges. Elles ont été présentées avant-hier, lundi 15 juillet, aux membres de la CGEM par les équipes de l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA Morocco).

Au total, 450 millions de dollars financent les projets dont le rendement devra être de 10% sur 5 ans. Sont ciblés: les initiatives visant l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle, l'amélioration de l'employabilité des jeunes, le soutien financier aux établissements d'enseignement secondaire afin de renforcer les connaissances et les compétences des élèves. Une autre partie du financement est consacrée à la promotion des partenariats public-privé pour le développement et la gestion des zones industrielles. «A travers le soutien de la CGEM, nos investissements communs dans le foncier et l'éducation pourraient soutenir la prochaine vague de croissance économique au Maroc», a fait valoir Stéphanie Miley, chargée d'affaires à l'ambassade des Etats-Unis au Maroc dont le mandat de 3 ans touche à sa fin.

Valeur aujourd'hui, 85 millions de dollars ont été répartis sur 120 contrats dont 56% établis avec des entreprises locales (97 contrats totalisant 48 millions de dollars). Le reste a été confié à des sociétés étrangères. Les 342 millions de dollars restants feront l'objet d'appels d'offres, assure Abdelghni Lakhdar, directeur général de MCA-



*Le choix de ces deux projets est le fruit d'une analyse des contraintes à la croissance économique qui a été menée par le gouvernement et MCC, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD). Cette étude a relevé la faiblesse de la qualité du capital humain et son inadéquation avec les besoins des entreprises ainsi que l'accès difficile au foncier pour les investisseurs. Des contraintes majeures sur lesquelles il a été convenu d'agir dans le cadre du Compact II pour favoriser une croissance inclusive et réduction de la pauvreté*

Morocco, l'agence qui supervise la mise en œuvre du programme Compact. Les opportunités d'affaires portent sur les études techniques et architecturales, la formation du staff administratif et pédagogique des écoles, les travaux de construction de centres de formation,

consultables sur le site web de l'agence à l'adresse: «<http://mcamorocco.ma/fr/appels-d-offres>».

Avant la sélection, MCA Morocco procède par des appels à projets. Par exemple, l'élaboration d'une nouvelle offre de formation professionnelle dans

sion ou la reconversion de centres de formation professionnelle gérés dans le cadre des PPP.

Autre chantier en cours: l'ouverture de l'enseignement secondaire sur l'entreprise et l'entrepreneuriat. MCA Morocco accompagnera 90 écoles dans le cadre d'une opération pilote. Un plan d'action triennal sera déployé afin de former les enseignants, rénover les infrastructures, l'équipement pédagogique et renforcer l'autonomie administrative et financière de l'établissement...

Le foncier étant un des freins à l'investissement, l'agence américaine accompagne la réhabilitation et la création de zones industrielles dans le cadre du Fonfid. Pour ce programme, trois sites pilotes ont été retenus: Bouznika, Had Soualem et Sahl Lakhyayta. «Nous souhaitons l'implication du secteur privé dans la gouvernance et la durabilité économique, sociale et environnementale des zones industrielles pilotes et celles existantes ou nouvelles qui seront soutenues par le Fonfid», a souligné Abdelghni Lakhdar. Un appel lancé aux groupements d'industriels, associations ou gestionnaires de zones industrielles, aménageurs/développeurs privés...

Pour améliorer l'accès au foncier rural, Compact II œuvre au développement d'un modèle de «melkisation» des terres collectives situées dans les périmètres irrigués, basé sur une procédure optimisée en termes de coûts et de délais. Une opération pilote est menée couvrant 67.000 hectares dans les périmètres du Gharb et du Haouz, à travers des mesures d'accompagnements des bénéficiaires.

Le programme Compact cible également l'implémentation d'un nouveau modèle d'insertion des jeunes en difficulté sans emploi. Les candidats retenus bénéficieront d'un accompagnement en vue de leur insertion sur le marché du travail et leur maintien au poste pendant une durée d'au moins 6 mois. □

Nadia DREF

## Le Maroc absorbe 1/3 du portefeuille africain

**M**ILLENNIUM Challenge Corporation adopte un modèle novateur d'assistance au développement visant à aider les pays partenaires éligibles à réduire la pauvreté par le biais de programmes spécifiquement conçus pour promouvoir la croissance économique, dicit Walter Siouffi, Résident permanent de MCC au Maroc. Depuis sa création il y a 15 ans, MCC, dont le portefeuille d'investissement s'élève à plus de 12 milliards de dollars, a largement développé ses activités en Afrique, qui concentre 2/3 de son portefeuille. Le Maroc attire à lui seul plus d'un milliard de dollars d'investissements, cumulé entre le premier Compact conclu en 2013 (698 millions de dollars) et le Compact II en cours d'exécution (450 millions de dollars). Aujourd'hui, les projets de MCC dans le continent totalisent près de 3 milliards de dollars, avec 1 milliard de dollars en voie d'élaboration, dédiés principalement aux investissements liés à l'énergie, à l'éducation et au développement de la main-d'œuvre. □

la réhabilitation des écoles ainsi que le développement et la revitalisation des zones industrielles (stations d'épuration, ponts, assainissements, etc.). Plusieurs autres marchés concernent la fourniture de biens d'équipement des centres de formation professionnelle, l'équipement des établissements scolaires, l'appui technique à la mise en œuvre des réformes de la formation professionnelle, l'entretien et la maintenance des écoles, etc. Toutes ces offres sont

le cadre d'un partenariat public-privé a attiré une centaine de dossiers. Sur ce total, 15 centres «nouvelle génération» seront créés pour des investissements de 100 millions de dollars (1 milliard de DH). Ce chantier mobilisera fortement le secteur privé dans l'ensemble de la chaîne de valeur de la formation et de la gestion. Près de 20 associations et fédérations sont actuellement impliquées dans le cadre du Fonds Charaka, dédié au financement de la création, l'exten-